

## Lockington, Elliott (SPAC/PSPC)

---

**De :** Media <[media@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:media@tpsgc-pwgsc.gc.ca)>  
**Envoyé :** 12 août 2020, 13 h 19  
**À :** fitz-morris, James (SPAC/PSPC); Roy, Cecely (SPAC/PSPC)  
**C. c. :** Media; Me'Shel Gulliver Bélanger; Bryan Blom; James Stott  
**Objet :** AUX FINS D'APPROBATION DU CM : Réponse Média / Niveau 1 - COVID-19  
Demande Contrat Amazon / Agence QMI

James, Cecely,

Pour votre approbation. Nouvelle information, le reste provient de réponses déjà publiées.

Traduction en cours.

Merci

Michèle

### Réponse Media

#### Agence QMI

Daoust-Braun, Sarah (Agence QMI)

Date de réception de l'appel: 11 août 2020 à 10 h 30

Échéance : 14 août 2020 à 10 h

Niveau 1 - COVID-19 Demande Contrat Amazon

### CONTEXTE :

La journaliste a lu que le contrat avec Amazon pour obtenir de l'aide dans la gestion de la distribution de l'équipement de protection individuelle était suspendu. <https://ipolitics.ca/2020/07/31/ottawas-deal-with-amazon-to-distribute-covid-19-supplies-falls-apart/>

Elle pose des questions sur les coûts, et la valeur initiale du contrat avec Amazon trouvés dans le document HC ci-dessous.

[https://www.noscommunes.ca/content/Committee/431/OGGO/WebDoc/WD10852993/431\\_OGGO\\_COVID\\_reldoc\\_PDF/PublicHealthAgencyOfCanada-f.pdf](https://www.noscommunes.ca/content/Committee/431/OGGO/WebDoc/WD10852993/431_OGGO_COVID_reldoc_PDF/PublicHealthAgencyOfCanada-f.pdf)

### ÉNONCÉ DE VALEURS :

### QUESTIONS / RÉPONSE :

**Q1. Est-ce que ce contrat est toujours suspendu ? Ou il a été formellement annulé ?**

**Q2. S'il a été annulé, est-ce que le gouvernement fédéral a dû payer une compensation monétaire à Amazon ? Si oui, quelle est la valeur ?**

**Q3. À ce jour, le gouvernement fédéral aurait payé 200 000\$ à Amazon. Quel est le montant total versé à ce jour à Amazon pour ce contrat ?**

**Q4. Quels services ont été fournis par Amazon pour la valeur de 200 000\$ et/ou pour une valeur plus élevée déjà versée par le fédéral ?**

**Q5. Selon ce document (p.79), la valeur initiale du contrat avec Amazon était de 5 M\$. Est-ce exact ?**

[https://www.noscommunes.ca/content/Committee/431/OGGO/WebDoc/WD10852993/431\\_OGGO\\_C\\_OVID\\_reldoc\\_PDF/PublicHealthAgencyOfCanada-f.pdf](https://www.noscommunes.ca/content/Committee/431/OGGO/WebDoc/WD10852993/431_OGGO_C_OVID_reldoc_PDF/PublicHealthAgencyOfCanada-f.pdf)

**R1 – /5** Le 1<sup>er</sup> avril 2020, le gouvernement du Canada a signé un contrat avec Amazon pour l'accès à sa technologie et à ses services, permettant à plusieurs établissements de santé provinciaux et territoriaux de commander de l'équipement de protection individuelle (EPI) directement auprès de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC). La valeur totale du contrat ne devait pas dépasser 5 millions de dollars, avant taxes.

Le contrat avec Amazon a créé une vitrine privée au sein du magasin Amazon Business qui a permis aux fournisseurs de soins de santé autorisés de commander des fournitures directement auprès de l'Agence de la santé publique du Canada. L'Agence de santé publique du Canada était responsable de l'importation, de la réception et de la manutention des équipements de protection individuelle avant que les commandes ne soient exécutées.

Au total, 12,5 millions d'articles d'équipement de protection individuelle ont été livrés au Canada dans le cadre de cet accord. Amazon a fourni ses services à prix coûtant, sans profit. Le montant dépensé dans le cadre du contrat en date du 30 juin était de 200 184,91 \$. La majeure partie des coûts a été consacrée à la livraison par Postes Canada et Purolator.

Depuis que le contrat initial a été signé, le gouvernement du Canada a considérablement augmenté le volume de fournitures achetées, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale. Les provinces et territoires ont également demandé une distribution plus centralisée des équipements de protection individuelle, l'Agence de santé publique du Canada distribuant les fournitures directement à un ou deux endroits précis dans chaque province et territoire plutôt qu'à des autorités ou à des établissements de santé individuels. En conséquence, les besoins de l'Agence de la santé publique du Canada ont évolué et l'Agence a maintenant besoin d'une solution de logistique, d'entreposage et de distribution de bout en bout à plus long terme.

Pour la solution à long terme, le principal fournisseur de logistique sera responsable de ce qui suit :

- la réception des fournitures d'EPI au Canada par tous les modes de transport, dont par voie maritime et aérienne;
- le dégroupement;
- la prise d'inventaire;
- l'entreposage;
- la gestion des stocks;
- la préparation et la distribution à l'échelle nationale;
- la fourniture ou la coordination des services de douane et de courtage, si nécessaire.

Ce travail va bien au-delà de ce qui est prévu dans le contrat avec Amazon. Amazon a indiqué qu'elle n'est pas actuellement en mesure de gérer l'importation, la réception et la manutention des équipements de protection individuelle avant l'exécution des commandes. Le gouvernement du Canada et Amazon ont convenu de suspendre le contrat, ce qui a eu lieu à la mi-juillet. Bien que le contrat précise que le gouvernement du Canada peut immédiatement mettre fin au contrat en envoyant un avis à Amazon, il peut également se poursuivre sans activité ni coût jusqu'à sa date d'expiration prévue, soit le 31 mars 2021. **Aucune compensation monétaire n'a été versée ou ne devra être versée à Amazon en raison de la suspension du contrat. Aucuns frais d'annulation ne seront appliqués si le contrat est résilié avant sa date d'expiration.**

